

## Y a-t-il une justice pour les femmes ?

Ryoa Chung

Numéro 308, été 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/77945ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

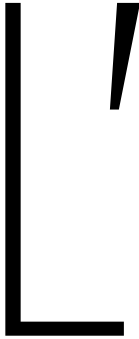
Chung, R. (2015). Y a-t-il une justice pour les femmes ? *Liberté*, (308), 42–46.

# Y A-T-IL UNE JUSTICE POUR LES FEMMES ?

---

Sœurs volées, femmes disparues, féminicides ignorés... Alors que Harper refuse toujours de voir les crimes contre les femmes autochtones comme un phénomène de société, des voix s'élèvent pour décrire et dénoncer une culture d'impunité et d'aveuglement. Le problème, criant au Canada, est présent partout dans le monde.

par Ryoa Chung



**MARIE-FRANCE  
LABRECQUE**

***Féminicides et impunité.  
Le cas de Ciudad Juárez***  
Écosociété, 2012, 198 p.

**SANDRINE RICCI**

***Avant de tuer les  
femmes, vous devez les  
violer !  
Rwanda : rapports de  
sexe et génocide des  
tutsi***

Syllepse, 2014, 240 p.

**EMMANUELLE WALTER**

***Sœurs volées.  
Enquête sur un féminicide  
au Canada***

Lux, 2014, 220 p.

L'INVISIBILITÉ des femmes est un des thèmes fondamentaux qui recourent les diverses approches du féminisme. Ce thème renvoie à la cécité conceptuelle et à l'aveuglement social, politique et idéologique à l'égard de la condition des femmes qu'il s'agit précisément de critiquer et de révéler. L'histoire de la domination des femmes est celle qui est tue, comme on tait l'histoire de celles qui sont tuées, celle des femmes qui disparaissent dans la réclusion domestique de la sphère privée et dans les marges obscures des sociétés qui leur refusent l'égalité de droits. Parfois, on leur refuse tout simplement le droit d'exister et c'est pourquoi ces femmes sont invisibles, littéralement. L'économiste Amartya Sen publiait en 1990 dans le *New York Review of Books* un article au titre foudroyant : « *More Than 100 Million Women Are Missing* ». Dans le cadre de cet article, le lauréat du Prix Nobel d'économie (1998) rapportait que de manière générale le ratio femme / homme au sein de la population est environ de 1,05. Toutefois, Sen constatait que lorsque l'on applique ce ratio à l'échelle de la population mondiale, 100 millions de femmes sont manquantes... car elles ne sont plus en vie.

La violence faite aux femmes prend de multiples formes, mais il y a lieu d'identifier la nature particulière des féminicides. Entre 1980 et 2012, 1181 femmes autochtones ont été assassinées ou portées disparues au Canada. Depuis 1993, plus d'un millier de femmes ont été tuées dans la ville frontalière de Ciudad Juárez au nord du Mexique. Pendant le génocide rwandais, on estime que sur les 900 000 personnes assassinées dans une période de trois mois, environ 500 000 étaient des femmes, violées systématiquement avant d'être tuées, pour la plupart d'entre elles. À vrai dire, ce n'est pas leur cadavre retrouvé (violé, violenté, brisé, brûlé, démembré) qui échappe au regard, mais la nature systémique et l'ampleur catastrophique des féminicides sur lesquelles nous fermons les yeux.

C'est de ces abîmes de cruauté et de souffrance impensables que nous parlent, dans leur livre respectif, Emmanuelle Walter, Sandrine Ricci et Marie-France Labrecque. L'ouvrage de Sandrine Ricci, sociologue féministe établie au Québec, repose notamment sur un ensemble d'entretiens effectués auprès de 26 femmes tutsi ayant échappé au massacre rwandais. Le livre ouvre sur un chapitre intitulé « Voyage au bout de la nuit ». À travers l'entrelacement complexe de l'analyse sociologique de l'auteure et la restitution des témoignages de ces survivantes courageuses, les lecteurs plongent réellement dans une nuit aux abysses inimaginables.

D'un point de vue féministe, il ne s'agit pas de suggérer que toutes les horreurs de ce monde ciblent uniquement les femmes, mais il importe de reconnaître ce que la violence perpétrée contre les femmes comporte de particulier et de systémique. Chacun de ces trois livres traite d'une situation sociopolitique précise et historiquement ancrée dans sa singularité propre. Si, dans le cadre de cet article, il sera malheureusement impossible de leur rendre justice un à un, il y a lieu de souligner ce qu'ils ont en commun. D'abord, ce sont des livres importants qui méritent d'être lus. Ensuite, les trois auteures parlent de *féminicide*. Mais qu'est-ce que le féminicide ?

C'est dans l'ouvrage de Marie-France Labrecque, professeure émérite et associée au département d'anthropologie de l'Université Laval, que l'on retrouve la définition la plus systématique de ce concept. À bien des égards, la ville de Ciudad Juárez est devenue un des exemples notoires des phénomènes de féminicide. Située au nord du Mexique, cette ville frontalière réunit en son sein une combinaison violente de dynamiques sociales tributaires au narcotraffic, au passage clandestin des migrants sans papiers vers le Nord, à la prostitution, aux conditions précaires de la main-d'œuvre à rabais dans les *maquiladoras* et à la pauvreté.

Ces conditions réunies sont dangereuses et littéralement fatales pour une catégorie de femmes parmi les plus vulnérables. Entre 1993 et 1999, 81 femmes ont été assassinées, dont les cadavres retrouvés dans les terrains vagues ou le désert aux abords de la ville portaient les traces de violence sexuelle, de torture et de mutilation. Des meurtres demeurés impunis, des dossiers négligés par la police locale, ignorés par le gouvernement qui fermait les yeux. Des décès qui ont été soigneusement recensés, en vérité, par des militantes féministes et des mères de victimes au courage maintes fois éprouvé face à cette réalité à la fois tragique et banalisée.

## À l'échelle de la population mondiale, 100 millions de femmes sont manquantes... car elles ne sont plus en vie.

Plusieurs interprétations de la notion de féminicide circulent, mais parmi les éléments de définition les plus importants y figurent la mise en cause de la responsabilité (ou de l'irresponsabilité) de l'État, la dimension de l'impunité et le caractère structurel ou institutionnel des discriminations et de la violence exercées à l'endroit des femmes. Pour Labrecque, il faut absolument se départir d'une « conception culturaliste de la violence » qui consiste à « essentialiser les acteurs sociaux ». À cet égard, Ricci et Walter abondent dans le même sens. Si des éléments culturels doivent inévitablement rentrer en ligne de compte, ils sont

toujours compris dans une grille d'analyse beaucoup plus large et complexe. Pour Ricci, la « racialisation du Rwanda est une construction sociale largement érigée par le pouvoir colonisateur belge. [...] Non que les groupes sociaux Hutu, Tutsi et Twa n'existent pas dans le Rwanda précolonial, ni qu'ils connussent une parfaite idylle, mais le discours occidental a redéfini ces catégories symboliques à partir de ses propres références culturelles, comme il a institutionnalisé leur opposition. » Pour Walter, réduire la violence familiale au sein des communautés autochtones à de simples attributs culturels équivaut à oblitérer complètement l'histoire et les avatars du colonialisme sur lesquels le Canada s'est édifié aux dépens des Premières Nations. Pour Labrecque, on ne peut comprendre la complexité explosive des dynamiques socio-économiques qui se rencontrent dans la ville frontalière de Ciudad Juárez si on ne recadre pas le système patriarcal mexicain dans le contexte d'un ordre socio-économique mondial capitaliste qui produit, et se nourrit, des schèmes de domination locale, régionale et transnationale. Elle écrit : « S'il faut absolument donner un nom au cadre théorique utilisé, je dirai qu'il s'agit d'une combinaison d'économie politique et de féminisme de l'intersectionnalité selon lequel le genre, la classe et la race "opèrent" simultanément dans la configuration des inégalités. »

Lors de notre entretien, Emmanuelle Walter m'a parlé d'un « inconscient colonial », qu'elle décrit comme une sorte de déni oscillant entre la lassitude et l'irritation de la part des Québécois. À bien des égards, le phénomène des femmes autochtones assassinées ou disparues est considéré comme un problème canadien touchant davantage les provinces anglophones telles que la Colombie-Britannique ou le Manitoba. L'« autoroute des larmes », cette portion de l'autoroute 16 reliant Prince Rupert et Prince George en Colombie-Britannique est sans doute le symbole le plus connu de ces cas de disparition ou de meurtre non résolu. On dénombre officiellement 46 femmes ayant été aperçues là pour la dernière fois ou dont les cadavres ont été trouvés aux abords de l'autoroute entre 1969 et 2011. Dans la mesure où la Loi sur les Indiens, aux visées assimilationniste et paternaliste (adoptée en 1876, significativement amendée en 1986, mais qui demeure toujours profondément problématique sous plusieurs aspects), relève du ministère des Affaires autochtones et du Nord canadien, de même que le régime infâme des écoles résidentielles qui ont existé entre 1820 et 1996 fut institué par le gouvernement fédéral, une certaine perception

familiale du phénomène reconduit l'impression que le féminicide des femmes autochtones ne concerne pas le Québec.

Or, l'ouvrage de Walter porte sur le cas particulier des deux adolescentes algonquines, Maisy Odjick et Shannon Alexander, portées disparues de la ville de Maniwaki depuis le 6 septembre 2008. À travers le récit bouleversant des témoignages des parents et de certains acteurs de la communauté algonquine établie sur la réserve anglophone de Kitigan Zibi (où vivait Maisy Odjick), le livre nous présente des données horribles au sujet de l'ampleur du phénomène dans la province du Québec. Entre 1980 et 2012, 46 femmes autochtones ont été assassinées alors qu'elles ne représentent que 1% de la population féminine de la province. Au Québec, une femme autochtone risque au moins trois fois plus que les autres de mourir assassinée.

C'est l'invisibilité troublante du phénomène qui a amené Walter à entreprendre son livre, qui se présente moins comme un essai que comme un journal de bord narré à la première personne. Journaliste française établie au Québec depuis quelques années, c'est en prenant connaissance en 2011 de la mise sur pied d'une enquête (rendue publique aujourd'hui) menée par le Comité onusien de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CÉDEF), convention ratifiée par le Canada en 1981, qu'elle a découvert, avec stupéfaction, l'importance de ce féminicide qui perdure au sein d'une des démocraties occidentales les plus enviées au monde. Encore faut-il rappeler que c'est depuis 2008 que le Comité de la CÉDEF a été alerté du problème des femmes autochtones disparues et assassinées; il a d'ailleurs conclu en 2010 que ses recommandations n'avaient pas été mises en œuvre par le gouvernement canadien. S'ensuivirent le rapport accablant de Human Rights Watch en 2013, au titre éloquent *Those Who Take Us Away. Abusive Policing and Failures in Protection of Indigenous Women and Girls in Northern British Columbia, Canada*, et le rapport étonnant de la Gendarmerie royale du Canada révélant en 2014 qu'il fallait doubler les chiffres circulant à l'époque pour avoir une idée plus juste du nombre réel de victimes, établissant que 1017 femmes autochtones ont été assassinées entre 1980 et 2012 et que 164 sont toujours portées disparues. En dépit des nombreuses critiques exprimées par les voix officielles de l'Organisation des Nations Unies et certains acteurs de la politique canadienne, malgré les actions soutenues d'organisations autochtones telles que Sisters in Spirit (dont la cofondatrice

Brudget Tolley habite la réserve de Kitigan Zibi), la mobilisation de plus en plus visible de la Fédération des femmes autochtones du Canada (notamment, la marche annuelle de commémoration du 14 février) et l'essor du mouvement Idle No More, le gouvernement conservateur de Stephen Harper persiste à refuser la tenue d'une commission d'enquête publique, alléguant qu'il ne s'agit pas d'un « phénomène sociologique », mais bien plutôt de crimes devant être traités comme tels par les services policiers.

Pour Walter, c'est tout le contraire. Se ralliant à l'analyse de la Fédération des femmes autochtones du Canada, elle démontre dans son livre les causes structurelles de ce problème fondamentalement social à son avis. « Toutefois, tient-elle à rappeler, il semblerait que l'on ne puisse pas parler d'impunité dans la mesure où 88% des homicides chez les femmes autochtones ont été élucidés (chiffres de la GRC cependant remis en cause par Amnistie internationale). Les hommes autochtones sont-ils majoritaires parmi les meurtriers? On l'ignore. C'est possible, mais les femmes autochtones ont pour spécificité d'être encore plus victimes de leurs connaissances que de leurs conjoints ou ex-conjoints. Et comme elles sont plus de la moitié à vivre en ville, on ne peut pas se contenter de stigmatiser le climat de violence dans les réserves. En fait, elles sont victimes du fait de vivre dans des quartiers pauvres et violents. » Dans un des passages les plus fins de son analyse, Walter soulève la question de la violence domestique au sein des communautés autochtones et l'intègre dans une compréhension élargie de l'histoire du colonialisme au Canada et de ses conséquences perverses. La Loi sur les Indiens de 1876, en instituant un mode patriarcal de gouvernance privilégié par les colons européens, a eu pour conséquence de bouleverser profondément les paramètres culturels des communautés autochtones dans lesquelles les femmes jouaient traditionnellement un rôle politique important. Jusqu'en 1985, les femmes autochtones mariées à des Blancs perdaient leur statut d'Indienne ainsi que tous leurs droits d'affiliation culturelle. Déracinées, de plus en plus dépendantes de leur mari en des circonstances juridiques et politiques aussi précaires, les femmes autochtones, de par leur vulnérabilité socioéconomique, étaient inévitablement exposées à des formes d'oppression patriarcale exacerbées par le fait que l'aliénation des hommes autochtones sous le régime colonialiste des écoles résidentielles donnait également lieu aux problèmes endémiques de chômage, de toxicomanie, de violence conjugale et du

mal-être généralisé. Selon Santé Canada, « le taux de suicide est cinq ou six fois plus élevé chez les jeunes Autochtones que chez les non autochtones et le taux de suicide des hommes des Premières nations est de 126 par 100 000 contre 24 par 100 000 pour les hommes non autochtones ».

Mais si l'impunité n'est pas une des caractéristiques du féminicide des femmes autochtones au Canada, ce qui demeure fondamentalement problématique aux yeux de Walter est la manière dont les services policiers traitent les 12% des dossiers restants. Le « racisme systémique » est à l'origine de leur négligence, voire du mépris que les victimes et / ou leurs familles ont subi. Mais à la lecture du livre de Walter, on se rend compte que ce n'est pas seulement le laxisme des services policiers qui doit être pris à partie, mais bien plutôt le silence et l'aveuglement volontaire de l'ensemble du système politico-judiciaire, de l'ensemble de la population canadienne et du gouvernement du premier ministre Stephen Harper en premier lieu. Le livre raconte, en vérité, l'histoire de cet état de choc au fur et à mesure que la journaliste française pénètre dans la communauté de Kitigan Zibi en gagnant la confiance des familles des deux adolescentes, en se liant d'amitié avec la mère de Maisy, l'inépuisable et bouleversante Laurie Odjick, et en découvrant la profondeur de l'iceberg au fil de ses recherches. Écrivant au « je », Walter ne prétend jamais parler au nom des femmes autochtones qu'elle rencontre et dont elle relaie simplement les témoignages. « C'est clairement mon livre le plus personnel, dit-elle, qui met en scène ma propre découverte du phénomène, mon propre cheminement » à travers la réalisation de « cet éloignement culturel puissant » entre les populations canadienne et québécoise et la réalité des peuples des Premières Nations.

Évoquant le fait que le livre *Sœurs volées* soit écrit par une femme blanche (qui plus est « française », comme Walter l'avait ajouté elle-même lors de notre entretien), je demande à Annie O'Bonsawin-Bégin si cela lui semble problématique. Annie O'Bonsawin-Bégin est Abénaquise, enseigne la philosophie au collégial et poursuit des études de cycles supérieurs que je supervise au Département de philosophie de l'Université de Montréal. Elle s'intéresse en particulier au féminisme autochtone (dans la foulée des travaux de Joyce Green, de Verna St-Denis et d'Audra Simpson). Cette question est, par ailleurs, au cœur de ses recherches et s'inscrit dans une réflexion critique au sujet de l'article canonique de la féministe d'origine panaméenne Lynda

Martin Alcoff, intitulé « The Problem of Speaking for Others » (1991). Il s'agit d'un texte puissant qui identifie les relations de domination épistémique entre les divers interlocuteurs et acteurs sociaux, l'inégalité des rapports de force dans la production

**Ce n'est pas seulement le laxisme des services policiers qui doit être pris à partie, mais bien plutôt le silence et l'aveuglement volontaire de l'ensemble du système et de la population.**

de discours et de représentations qui privilégient la parole des un-e-s au détriment de ceux-celles que l'on cherche paradoxalement à défendre. En certaines circonstances, par exemple, le capital social d'un « spécialiste » des questions autochtones, blanc et diplômé, peut être plus important que celui dont peut jouir une femme autochtone

qui n'a pas complété d'études universitaires et dont, comble de l'ironie, on doutera de la validité de son accès à la vérité sur sa propre expérience en tant que femme autochtone.

Mais selon Annie O'Bomsawin-Bégin, la prise en compte lucide de ces rapports inévitables de pouvoir ne doit pas pour autant conduire au mutisme des uns par respect pour les autres qui sont déjà, pour toutes sortes de raisons injustes, réduits au silence. Ne pas parler au nom d'un standard puriste d'authenticité et de légitimité peut également justifier des statu quo inacceptables. Détenir un monopole de crédibilité épistémique et de ressources sociales implique également un devoir de justice distributive

avec Mélissa Mollen Dupuis, de la division québécoise d'Idle No More. Widia Larivière était une enfant lorsque la crise d'Oka ou, devrait-on dire, à son avis, « le moment de résistance des Mohawks », éclata. Pour Walter, ce conflit définit un « moment de scission brutale » entre les communautés autochtones et les Québécois. Bien que Widia Larivière n'ait réellement compris la portée et la nature des enjeux de cette confrontation que plus tard, c'est à partir de ce moment qu'elle a pris conscience d'être différente au regard des autres, du moins à l'école primaire qu'elle et son jeune frère fréquentaient dans la ville de Québec. La prise en compte d'un passé historique mar-

anglophones en ignorant complètement le sort des autochtones ».

Widia Larivière et Annie O'Bomsawin-Bégin ne croient pas que leur engagement féministe entre en conflit avec la lutte pour la reconnaissance des droits et de l'autodétermination autochtones. « En ce moment de *résurgence* au sein des communautés autochtones, poursuit Annie O'Bomsawin-Bégin, il est plus important que jamais de réfléchir sur notre identité, de remettre en question les aspects les plus problématiques et d'introduire la critique féministe autochtone en vue de l'avenir de nos communautés. » Widia Larivière n'a pas peur des mots et ne craint pas de nommer le « génocide », le « racisme », le « colonialisme », le « sexisme ». On a dénombré 4134 décès dans les écoles résidentielles selon la Commission de vérité et de réconciliation, des générations entières d'enfants séparés de leurs parents, victimes de régimes expérimentaux au sein des pensionnats, de sévices sexuels, de violence psychologique et physique; des identités spoliées, des langues maternelles perdues, des vies flouées à jamais. Tina Fontaine, âgée de 15 ans, a été repêchée dans un sac de plastique dans la rivière Rouge au mois de septembre 2014. Lorsque la traduction anglaise du livre de Walter paraîtra en septembre 2015, ce sera la 7<sup>e</sup> commémoration de la disparition de Maisy Odjick et de Shannon Alexander, si elles ne sont pas retrouvées d'ici là.

Les trois livres cités révèlent l'ampleur des violences systémiques perpétrées contre les femmes à travers le monde et donnent sens à la notion de féminicide dans le contexte particulier du génocide rwandais et dans celui de la ville frontalière de Ciudad Juárez. Mais ici même au Canada, le féminicide des femmes autochtones demeure largement invisible car ignoré par la population et nié par le gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui préfère fermer les yeux sur les causes structurelles de cette tragédie en refusant de mettre sur pied une commission d'enquête nationale. Il importe toutefois de souligner qu'à travers ces trois livres, il est également question du rôle crucial de la résilience et de la présence visible des femmes dans leur combat pour établir justice et vérité au nom de leurs « sœurs volées ». **L**

## « On ne peut pas continuer de parler seulement de l'injustice subie par les Québécois francophones [...] en ignorant complètement le sort des autochtones. »

— Annie O'Bomsawin-Bégin

au nom de l'égalité, un devoir de prise de parole au nom de la solidarité. Pour elle, le critère de l'efficacité politique (« est-ce qu'on aide à donner une place audible et visible, est-ce qu'on contribue à créer un espace pour autrui ou ne fait-on que reproduire des schémas de domination drapés de vertu? ») permet de tisser des liens de solidarité entre allié·e·s.

Widia Larivière, qui a accepté d'écrire la préface du livre de Walter, admet sans ambages que cet ouvrage aidera sans doute à faire mieux connaître la réalité du féminicide des femmes autochtones au Canada. « C'est terrible, mais quand ça vient des femmes autochtones, on nous prend moins au sérieux. Peut-être que maintenant, on nous écouterait plus. » Widia Larivière est Anishnabekwe et responsable de la section jeunesse des Femmes autochtones du Québec. Elle est également cofondatrice,

qué d'injustices profondes a conduit Widia Larivière à s'investir dans son travail et son militantisme entièrement tournés vers demain. Sans colère, mais avec fermeté, elle affirme que la société québécoise ne peut continuer d'ignorer l'existence et le droit de parole des communautés autochtones. Sans pour autant afficher une quelconque allégeance plus forte envers le Canada, Annie O'Bomsawin-Bégin partage le même avis, « on ne peut pas continuer de parler seulement de l'injustice subie par les Québécois francophones sous la domination des

**Ryoa Chung** est professeure agrégée au département de philosophie de l'Université de Montréal. Ses intérêts de recherche portent sur l'éthique des relations internationales, les inégalités de santé ainsi que sur les perspectives féministes en philosophie politique contemporaine. Ses articles ont paru dans des revues telles que *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, *Public Health Ethics* et *Annuaire français de relations internationales*.